

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Jean-Baptiste GOUTTENOIRE
Mickaël GOUVARY
Erwan LE BOEUF
Géraldine LE BRETON
David LE LIBOUX
François-Xavier LE PAIH
Gilles LE SQUER

*Experts-Comptables
Commissaires aux comptes*

ASSAP-CLARPA

Association

Rue François Tanguy Prigent

56890 SAINT-AVÉ

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

www.ouestconseils.bzh 

OUEST CONSEILS VANNES 36 bd de la Résistance - Immeuble Golfe Affaires - CS 92092 - 56003 VANNES Cedex
Tél. 02 97 26 73 00 - Email : contactvannes@ouestconseils.fr

Cabinet Colin Henrio - S.A.S. au capital de 1 000 000 € - R.C.S. VANNES 876 680 166 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC



SOMMAIRE

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Aux Adhérents de l'Association ASSAP-CLARPA,

▪ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ASSAP-CLARPA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

▪ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les comptes mandants.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

▪ Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Vannes, le 10 septembre 2024

Le Commissaire aux Comptes
CABINET COLIN HENRIO
Géraldine LE BRETON



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	31 731.76	28 674.24	3 057.52	0.01	3 057.53	NS
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	59 786.81	41 233.82	18 552.99	16 944.53	1 608.46	9.49
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	5 000.00		5 000.00	5 000.00		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	1 000.00		1 000.00	1 000.00		
	Total I	97 518.57	69 908.06	27 610.51	22 944.52	4 665.99	20.34
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	480 711.68	1 886.36	478 825.32	543 430.23	64 604.91	11.89
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	438 627.35		438 627.35	58 771.04	379 856.31	646.33
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	911 189.01		911 189.01	823 998.85	87 190.16	10.58
	Charges constatées d'avance (2)	26 176.43		26 176.43	14 556.97	11 619.46	79.82
	Total II	1 856 704.47	1 886.36	1 854 818.11	1 440 757.09	414 061.02	28.74
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 954 223.04	71 794.42	1 882 428.62	1 463 701.61	418 727.01	28.61

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	225 494.24	147 892.40	77 601.84	52.47
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	234 802.82	77 601.84	157 200.98	202.57
	Situation nette (sous total)	460 297.06	225 494.24	234 802.82	104.13
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	469.20	1 300.81	831.61	63.93
	Provisions réglementées				
	Total I	460 766.26	226 795.05	233 971.21	103.16
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques	120 000.00	37 622.00	82 378.00	218.96
	Provisions pour charges	27 136.00	25 463.00	1 673.00	6.57
DETTES (1)	Total III	147 136.00	63 085.00	84 051.00	133.23
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	170 181.17	112 772.74	57 408.43	50.91
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	164 636.79	137 469.10	27 167.69	19.76
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 643.90	1 264.16	379.74	30.04
	Autres dettes	938 064.50	922 315.56	15 748.94	1.71
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	1 274 526.36	1 173 821.56	100 704.80	8.58
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 882 428.62	1 463 701.61	418 727.01	28.61

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	274 591.98	273 789.66	802.32	0.29
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	391 230.00		391 230.00	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	114 060.34	165 569.14	51 508.80	31.11
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1 280 192.50	1 129 253.42	150 939.08	13.37
Total I	2 060 074.82	1 568 612.22	491 462.60	31.33
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	520 721.07	393 694.69	127 026.38	32.27
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	69 215.90	69 281.21	65.31	0.09
Salaires et traitements	806 928.93	736 250.53	70 678.40	9.60
Charges sociales	292 536.75	283 772.56	8 764.19	3.09
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 849.31	7 102.81	2 746.50	38.67
Dotations aux provisions	123 559.36		123 559.36	
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	5 424.66	2 860.90	2 563.76	89.61
Total II	1 828 235.98	1 492 962.70	335 273.28	22.46
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	231 838.84	75 649.52	156 189.32	206.46

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 132.37	1 120.71	1 011.66	90.27
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	2 132.37	1 120.71	1 011.66	90.27
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	2 132.37	1 120.71	1 011.66	90.27
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	233 971.21	76 770.23	157 200.98	204.77
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	831.61	831.61		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	831.61	831.61		
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI				
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	831.61	831.61		
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	2 063 038.80	1 570 564.54	492 474.26	31.36
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 828 235.98	1 492 962.70	335 273.28	22.46
5. EXCEDENT OU DEFICIT	234 802.82	77 601.84	157 200.98	202.57

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 882 428.62 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 2 060 074.82 Euros et dégageant un excédent de 234 802.82 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

L'association a pour but d'étudier les besoins des personnes à leur domicile, notamment des personnes en perte d'autonomie, et de mettre en place des services permettant d'y répondre.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Service AADP : Rétrocessions d'heures du CLARPA pour la mise en place du projet de vie social et partagé dans les domiciles partagés qui a permis l'embauche de 3 coordinatrices de secteur et une assistante technique.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Absence d'événements postérieurs à la clôture nécessitant une information en annexe.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

L'association collecte auprès des usagers les cotisations sociales et se charge pour le compte de ce dernier, d'effectuer les différents versements auprès des organismes sociaux.

L'association agit en qualité d'intermédiaire dans le cadre d'un contrat de mandat signé avec l'usager.

Comptablement, ces opérations se traduisent par l'intégration dans les états financiers de l'association, des comptes mandants composés de dettes, de créances et de disponibilités présentés dans les comptes dédiés à savoir :

- Compte "Appel de cotisations non encaissés"
- Compte "Appel de cotisations"
- Compte "Comptes mandats"

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	28 132		3 600
Installations générales agencements aménagements divers	730		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	51 782		10 915
TOTAL	52 512		10 915
Autres participations	5 000		
Prêts, autres immobilisations financières	1 000		350
TOTAL	6 000		350
TOTAL GENERAL	86 643		14 865

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			31 732	31 732
Installations générales agencements aménagements divers		730		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		2 910	59 787	59 787
TOTAL		3 640	59 787	59 787
Autres participations			5 000	5 000
Prêts, autres immobilisations financières		350	1 000	1 000
TOTAL		350	6 000	6 000
TOTAL GENERAL		3 990	97 519	97 519

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		28 132	542		28 674
Installations générales agencements aménagements divers		730		730	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		34 837	9 307	2 910	41 234
TOTAL		35 567	9 307	3 640	41 234
TOTAL GENERAL		63 699	9 849	3 640	69 908
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	542				
Matériel de bureau informatique mobilier	9 307				
TOTAL	9 307				
TOTAL GENERAL	9 849				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	147 892	77 602		0	225 494
Excédent ou déficit de l'exercice	77 602	77 602-	234 803	0	234 803
Situation nette	225 494		234 803	0	460 297
Subventions d'investissement	1 301			832	469
TOTAL I	226 795		234 803	832	460 766

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	37 622	120 000	37 622		120 000
Pensions et obligations similaires	25 463	1 673			27 136
TOTAL	63 085	121 673	37 622		147 136

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients		1 886			1 886
TOTAL		1 886			1 886
TOTAL GENERAL	63 085	123 559	37 622		149 022
Dont dotations et reprises d'exploitation		123 559	37 622		

L'association a comptabilisé une provision pour risque à hauteur de 120 000€ dans le cadre d'une procédure prudhomale en cours. A la date d'arrêté des comptes, l'issue de cette procédure n'est pas connue. Cette provision n'est donc constituée qu'au titre du principe de prudence.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 000	1 000	
Clients douteux ou litigieux	1 986	1 986	
Autres créances clients	478 726	478 726	
Personnel et comptes rattachés	1 586	1 586	
Débiteurs divers	437 041	437 041	
Charges constatées d'avance	26 176	26 176	
TOTAL	946 515	946 515	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	170 181	170 181		
Personnel et comptes rattachés	69 893	69 893		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	87 077	87 077		
Autres impôts taxes et assimilés	7 666	7 666		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 644	1 644		
Autres dettes	938 065	938 065		
TOTAL	1 274 526	1 274 526		

La ligne "Autres créances clients" 478 726€ comprend des créances "Appel de cotisations non encaissés" pour 321 891€.

La ligne "Autres dettes" 938 065€ comprend le montant "des appels de cotisations mandats" pour 933 392€.

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
LOGICIEL	30 698	100.00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 et 4 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Le montant de la trésorerie correspond aux appels de cotisations encaissés par l'association dans le cadre de mandats signés avec les usagers s'élèvent à 612 991.20€

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des produits à recevoir

	Montant
PRODUITS A RECEVOIR	1 585
FACTURE A ETABLIR	2 740
AVOIR A RECEVOIR	435
Total	4 760

Détail des charges à payer

	Montant
FACTURES NON PARVENUES	20 299
PROVISIONS CP 31/12/2023	68 387
CHARGES A PAYER	183
PROVISIONS RTT 31/12/2023	301
PROV/CHARGES CP 31/12/2023	24 931
PROV/CHARGES RTT 31/12/2023	150
AUTRES CHARGES A PAYER	6 654
Total	120 905

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	26 176		
Total	26 176		

Subventions d'équipement

Une subvention a été accordée en 2020 par le Crédit Agricole de 2 500€.

En 2021, l'association a fait l'acquisition de matériels informatiques financés par cette subvention.

De ce fait, la subvention sera amortie sur 3 ans.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires

En 2023, le temps des bénévoles est estimé à 830 heures représentant environ 10 996€ (830 heures x 11.52€ brut x 15% charges patronales).

Il correspond principalement au temps passé des administrateurs lors des bureaux, Conseils d'Administration et Assemblée Générale.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Hypothèses de calculs retenues

Taux d'actualisation retenu : 3.17%

Age de départ à la retraite : 64 ans ;

Le taux de progression des salaires est de 2% constant ;

L'indice de turn over retenue est de 1% pour les Cadres, 15% jusqu'à 40 ans et 2% au-delà pour les non cadres

La table de mortalité retenue : TV 88/90.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'Association ASSAP-CLARPA,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

• CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L.612-5 du code du commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Conventions entre l'ASSAP-CLARPA et le CLARPA 56 :

Administrateurs concernés :

- Madame DESBAN Francine ;
- Monsieur PANNIER Daniel ;
- Madame MAHE Maryvonne ;
- Monsieur LE GUENIC Jean-Luc ;
- Madame LE GENTIL Yvette ;
- Madame BAREAUD Madeleine ;
- Madame COCHÉ Evelyne ;
- Monsieur GAREL André ;
- Monsieur HOCHÉ Yannick ;
- Monsieur FURIC Maurice ;
- Monsieur HAGUETTE Joël.

Convention de prêt de personnel (Loi Cherpion) :

- La charge correspondante facturé par l'Association CLARPA 56 à l'Association ASSAP-CLARPA s'élève à 136 096 €.
- Le produit correspondant facturée par l'Association ASSAP-CLARPA à l'Association CLARPA 56 s'élève à 26 834 €.

Conventions de rétrocessions de subventions :

- L'association CLARPA 56 a perçu des produits de subventions du Conseil Départemental pour la « MOBILISATION DE L'AIDE A LA VIE PARTAGEE DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF » d'un montant de 10 000 euros par domicile partagé, soit 340 000 euros au global au titre de 2023. Selon les articles 4.1 des conventions : « Au regard de l'organisation du dispositif porté par l'association CLARPA 56, l'association pourra reverser à l'association ASSAP-CLARPA (même gouvernance) une partie de la subvention allouée afin de mettre en œuvre l'aide à la vie partagée. »

Le montant de la subvention qui a été perçu à l'association ASSAP-CLARPA s'élève à 179 550 euros au titre de l'exercice 2023.

- L'association CLARPA 56 a perçu des produits de subventions de l'Agence Régionale de Santé pour le financement du « FORFAIT HABITAT INCLUSIF FINANCANT LE PROJET DE VIE SOCIALE ET PARTAGEE » d'un montant de 338 000 euros au titre de l'exercice 2022 et 2023. En accord avec le financeur, une partie de ces subventions a été rétrocédée à l'association ASSAP-CLARPA.

Le montant de la subvention qui a été perçu à l'association ASSAP-CLARPA s'élève à 211 680 euros au titre de l'exercice 2023.

A Vannes, le 10 septembre 2024

**Le Commissaire aux Comptes
CABINET COLIN HENRIO
Géraldine LE BRETON**

